

Avis du Conseil Supérieur de la Jeunesse du Grand-Duché de Luxembourg concernant la proposition de la Commission Européenne pour un nouveau programme jeunesse européen « Erasmus for all ».

Le 29 juin 2011 la Commission Européenne a publié sa proposition concernant le budget de l'Union Européenne pour la période de 2014 à 2020. Ce document contient l'idée d'un programme de jeunesse intégré « Erasmus for all 2014 – 2020 ».

Ce nouveau programme fusionnerait les programmes « Life Long learning », « Erasmus Mundus » et « Jeunesse en Action ». Le Conseil Supérieur salue l'augmentation considérable du budget prévisionnel du programme de 73%, mais aimerait attirer l'attention sur plusieurs points importants.

Le Conseil supérieur de la Jeunesse déplore que la proposition actuelle :

- met le focus du programme nettement sur l'éducation des jeunes. Il réduit ainsi les jeunes au seul statut d'élèves et d'étudiants. L'accent du nouveau programme est mis sur l'employabilité des jeunes en tant que « capital humain » ;
- fait abstraction du principe et de la plus-value de l'éducation non-formelle et de son importance dans le cadre d'une citoyenneté active et responsable ;
- néglige les concepts de citoyenneté active et les valeurs européennes communes ;
- risque de discriminer les jeunes de milieux défavorisés ;
- dévalorise la voix de la société civile et néglige le dialogue structuré – instrument récemment mise en place pour approfondir et améliorer le dialogue avec les jeunes et organisations de jeunesse en Europe ;
- enlève des opportunités aux organisations de jeunesse au niveau local et des organisations de jeunesse des nouveaux pays européens. Le programme risque ainsi de détruire des réseaux existants dans le domaine du travail de jeunesse.
- par la disparition du programme « Jeunesse en Action » fait perdre sa base à une politique européenne de la jeunesse.

Le Conseil supérieur de la Jeunesse soutient la prise de position du Ministère de la Famille et de l'intégration en date du 30 septembre 2011 et les revendications des jeunes participants du séminaire Benelux « Quel est l'intérêt des jeunes et des organisations de jeunesse par rapport à la nouvelle génération de programmes européens ? », qui s'est déroulé le 9 décembre 2011 à Bruxelles. Se rattachant aux revendications faites dans ces deux documents, le Conseil supérieur de la Jeunesse :

- souligne le support donné par le programme européen « Jeunesse en Action » dans le cadre d'une citoyenneté européenne des jeunes ;
- met en évidence que les programmes européens devront au futur continuer la promotion des valeurs communes européennes, tels que la citoyenneté active, la participation ainsi que les valeurs sociales fondamentales pour le fonctionnement et la visibilité de l'Union européenne ;
- souligne que les groupes cibles du nouveau programme « Erasmus for all » doivent être élargis et intégrer des mesures spécifiques pour jeunes défavorisés ;

- met en évidence que le nouveau programme doit également prendre en compte la jeunesse non-organisée ainsi que les groupes informels de jeunes et leur proposer des actions spécifiques tels que les Initiatives Jeunes et les Projets Jeunesse pour la démocratie ;
- aimerait rappeler que les petites organisations au niveau local ont un grand impact et que leur travail doit être également soutenu dans le futur ;
- suggère de mettre un plus grand accent sur l'éducation non-formelle et sur la reconnaissance des organisations de jeunesse dans cette dernière ;
- est d'avis qu'une approche ascendante pourrait compléter positivement les démarches faites dans le cadre du dialogue structuré, un outil qui devrait être maintenu au futur ;
- demande à la Ministre de la Famille et de l'Intégration, responsable de la Jeunesse et le gouvernement luxembourgeois d'exercer pression sur la Commission pour qu'elle reconsidère l'idée d'une fusion des programmes, prévoit des programmes séparés ou des budgets séparés pour les différentes priorités.